

PROCHAIN SOMMET FRANCOPHONE:
MULRONEY CONCÈDE À BOURASSA

Après Paris, la ville de Québec

PIERRE O'NEILL

Ottawa a fini par céder aux pressions du gouvernement Bourassa et il consent à ce que le prochain Sommet des pays francophones se tienne à Québec.

Cette volte-face a été rendue publique par le premier ministre Mulroney, lui-même, qui a déclaré son intention de proposer que le prochain Sommet de la francophonie se tienne dans la ville de Québec.

Conférencier au déjeuner-causerie du Conseil des relations internationales de Montréal, M. Mulroney a promis d'unir sa voix à celle du premier ministre Bourassa, qui profitera de l'intervention du Québec à la séance de clôture du Sommet de Paris, pour lancer officiellement l'invitation aux 40 pays francophones du monde.

Le changement soudain d'attitude de M. Mulroney dans ce dossier surprend d'autant plus que les négociations devaient se poursuivre encore toute la journée d'hier à Montréal et qu'une nouvelle rencontre des hauts fonctionnaires des deux gouvernements était prévue pour le début de l'après-midi. Mise de l'avant par le premier ministre Bourassa, l'idée de tenir le prochain sommet de la francophonie à Québec avait d'abord été fort mal accueillie par Ottawa. Après s'y être formellement opposé, M. Mulroney a ensuite tenté de faire accepter Montréal comme proposition de compromis. Mais M. Bourassa a refusé de céder, déterminé qu'il était de profiter du Sommet de Paris pour faire la promotion de son projet et convaincre les leaders des autres pays francophones. Il était déjà assuré de l'appui de M. François Mitterrand, qui souhaite que le prochain sommet se tienne à la veille des élections présidentielles françaises. En se ralliant hier, M. Mulroney a néanmoins voulu s'arroger le crédit de ce revirement: « Je suis fier d'avoir été l'un des artisans de ce déblocage qui donne aux francophones canadiens un accès long-temps inespéré à un sommet de la francophonie ».

Ce discours sur le thème de la francophonie, et dont de larges extraits paraissent en page 9, le pre-

mier ministre canadien l'a prononcé devant un auditoire de quelque 600 personnes, oeuvrant pour la plupart dans le monde de la diplomatie ou encore, directement engagées dans l'action internationale. Dans l'auditoire, figuraient les ministres fédéraux Marcel Masse, Monique Vézina et Benoît Bouchard, ainsi qu'une dizaine de plénipotentiaires (sherpas), de passage à Montréal, précisément pour mettre au point le programme du Sommet de Paris. Après avoir passé la nuit au Ritz Carlton, M. Mulroney rencontrera ce matin l'équipe éditoriale de La Presse, puis participera à l'émission de radio « Ni noir, ni blanc », animée par Solange Chaput-Rolland et Claude Charron.

Le premier ministre a consacré une bonne partie de son allocution devant le monde de diplomatie, à faire ressortir le fait que c'est grâce à son « ouverture d'esprit » si le Sommet de Paris peut enfin avoir lieu et que le Québec puisse y jouer un rôle majeur. « Mon gouvernement a déployé toutes ses ressources pour imaginer un compromis généreux qui puisse permettre au premier ministre du Québec d'assister à un sommet francophone. Il importait, durant ces négociations, de garantir l'unité canadienne et le respect de la constitution ».

Dans les négociations opposant Ottawa et Québec dans la préparation du Sommet de Paris, l'un des points litigieux tenait au vif désir du premier ministre Bourassa d'intervenir au nom du Québec dans la séance d'ouverture. Mais M. Mulroney s'y est farouchement opposé, consentant finalement à ce que M. Bourassa prenne la parole lors de la séance de clôture. À propos de ce compromis arraché par le Québec, M. Mulroney a dit hier: « Nous avons reconnu le point de vue exprimé par le gouvernement québécois et convenu que le déroulement du sommet doit rendre compte de la réalité spécifique du Québec, point d'ancrage de la francophonie canadienne. Nous avons insisté pour que le premier ministre Bourassa puisse faire une intervention majeure à la séance de clôture publique ».

Autre point marquant du discours du chef du gouvernement fédéral, c'est cette insistance visant à établir clairement que le statut du Québec au sommet de la francophonie est le